

Centrafrique : Hollande a envoyé nos soldats dans un borbier de type afghan

La situation en Centrafrique évolue de façon aussi inquiétante qu'imprévisible et place la France et nos soldats dans une position des plus inconfortables, bien loin de l'optimisme affiché par nos politiques et nos généraux au début des opérations. Bien que trop tardive, nul ne conteste la légitimité d'une intervention de la France dans une de ses ex colonies, afin d'éviter un bain de sang entre communautés musulmane et chrétienne, mais il s'avère que la soif de revanche des chrétiens sur les rebelles de la Séléka, ramassis de pillards qui ont mis le pays en coupe réglée pendant des mois, a été largement sous-estimée.

Abandonnée par les Etats Unis et l'Europe, échaudés par deux guerres perdues en Irak et en Afghanistan, la France ne peut même plus compter sur la force inter-africaine, sous équipée et mal formée, et dont la plupart des contingents conçoivent leur mission de façon totalement partielle en fonction de critères purement ethniques et religieux. Loin de s'interposer entre les belligérants, la force interafricaine est divisée entre pro musulmans et pro chrétiens ! Quant à nos soldats, ils font l'unanimité contre eux, les musulmans leur reprochant de les désarmer et les chrétiens les accusant de les empêcher de se venger.

Ajoutons à cela une tragique insuffisance de moyens, avec seulement 1600 soldats pour pacifier un pays immense, alors qu'il en faudrait au bas mot 5000. A titre de comparaison, la KFOR, avec un effectif dix fois plus important au plus fort de la crise au Kosovo, n'a jamais pu protéger totalement les Serbes de la violence albanaise. Contrairement à ce qu'ont affirmé récemment nos politiques, notre armée n'a plus les

moyens d'intervenir sur deux fronts simultanément, même à minima.

Rappelons que 83 implantations militaires sur 471 sites existants ont été supprimées en quelques années. En trente ans, le budget des armées est passé de 14% du budget de l'Etat à 9,5%. En pourcentage du PIB il a été divisé par deux, passant de 3,3% à 1,7%. Aucune autre institution n'a subi un tel coup de hache dans ses finances. La France paie donc aujourd'hui les conséquences de son incapacité à sauvegarder son outil de défense. Pourtant notre pays n'a d'autre choix que de renforcer son dispositif à Bangui, tout retraits précipité risquant de provoquer un nouveau génocide rappelant la sinistre tragédie du Rwanda. Mais cela ne règlera en rien la disparition de l'Etat centrafricain qui reste entièrement à reconstruire. Et le volet politique ne sera pas le plus facile à régler.

Par conséquent, ce qui devait être une opération de pacification éclair pourrait bien devenir pour nos soldats un borborygme de type afghan. Et rappelons à nos politiques qu'une loi de programmation militaire ne s'élabore pas en fonction d'une maigre enveloppe budgétaire fixée à l'avance, mais en fonction de la politique internationale qu'on ambitionne de mener. Car jamais l'armée française n'a été engagée sur autant de théâtres d'opérations avec si peu de moyens. Il serait temps d'en prendre conscience.

Jacques Guillemain